



## Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

### Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1. Habitants et informations économiques



##### 001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 4 076 246 ]

Commentaires

**002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)**

	Montant
Niveau national ou fédéral	10 199 149 332 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence**

[ 12 593 ]

Commentaires

**004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence**

[ 13 671 ]

NA

Commentaires

**005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1**

[ 7.40941 ]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :**

Sources : State Bureau of Statistics

**1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire**



**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à**

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	170 319 576 [ ] NA [ ] NAP	169 594 062 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	140 185 520 [ ] NA [ ] NAP	140 160 870 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation</b>	9 243 992 [ ] NA [ ] NAP	9 013 188 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	2 893 545 [ ] NA [ ] NAP	2 893 545 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	6 547 328 [ ] NA [ ] NAP	6 186 389 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	528 866 [ ] NA [ ] NAP	419 745 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	10 920 325 [ ] NA [ ] NAP	10 920 325 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour tenter**

**une procédure devant un tribunal de droit commun :**

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	( X ) Oui ( ) Non
en matière autre que pénale	( X ) Oui ( ) Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : According to the Court Fees Act (Official Gazette, No. 74/95, 57/96, 137/02, 26/03, 125/11, 112/12, 157/13, 110/15) 19 subjects are exempt from paying court fees, such as state government bodies, public authorities, employees in administrative and labour disputes, vulnerable groups of society, etc.

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- Generally, in the civil litigation proceedings the court fee depends on the value of the subject of the dispute i.e. the value of the principal claim determined at the time of filing the lawsuit. Interest, litigation costs, penalty charges and other subordinate claims shall be taken into account only if they are part of the principal claim.

Depending on the nature of the procedure, different court fees are determined in the Court Fees Act and Tariff of Courts Fees.

When the value of the subject matter of the dispute cannot be determined under the provisions of Court Fees Act, the fee will be charged to the amount of 10,000.00 Croatian kuna.

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

- [ 76 ]  
 NA  
 NAP

Commentaires If the value of the dispute exceeds 15.000 Croatian kuna (1965€), the amount of court fee to be payed is 500 Croatian kuna, plus 1% of the difference above 15.000 Croatian kuna.

**009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :**

- [            ]  
 NA  
 NAP

Commentaires

**012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.**

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	13 338 643 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 797 765 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	540 878 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	359 551 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	181 326 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In 2018 annual approved public budget for legal aid has been increased. Having regard to the comments of the stakeholders of the legal aid system (NGOs registered in the Register of primary legal aid providers Faculties of Law, attorneys), the Ministry of Justice strives to increase the allocations for legal aid, depending on the limits and possibilities of the public budget.

#### 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	13 243 256 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 797 765 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	445 491 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	274 009 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	171 481 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In 2018 annual approved public budget for legal aid has been increased. Having regard to the comments of the stakeholders of the legal aid system (NGOs registered in the Register of primary legal aid providers Faculties of Law, attorneys), the Ministry of Justice strives to increase the allocations for legal aid, depending on the limits and possibilities of the public budget.

#### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b>	48 037 039 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 003 998 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>	315 002 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	291 894 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

#### 014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
--------------------------------------------	-----------------------------------------------------	------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Autre ministère</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Cour Suprême</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

### 014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	<b>Préparation du budget</b>	<b>Arbitrage et répartition du budget</b>	<b>Gestion quotidienne du budget</b>	<b>Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget</b>
<b>Conseil d'administration</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Président du tribunal</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Directeur administratif du tribunal</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Greffier en chef</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

### A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia.

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	340 708 593 [ ] NA [ ] NAP	335 637 277 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	( X )	( )	( )
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	( X )	( )	( )
Ministère public (voir question 13 ou 7)	( X )	( )	( )

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	( X )	( )	( )
Service de probation	( X )	( )	( )
Conseil supérieur de la magistrature	( X )	( )	( )
Cour constitutionnelle	( )	( X )	( )
Service de gestion du système judiciaire	( X )	( )	( )
Service de l'avocat d'Etat	( )	( X )	( )
Service de l'exécution	( )	( X )	( )
Notariat	( )	( X )	( )
Service d'expertise légale	( )	( X )	( )

Protection judiciaire de la jeunesse	( X )	( )	( )
Fonctionnement du ministère de la Justice	( X )	( )	( )
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	( )	( X )	( )
Service d'immigration	( )	( X )	( )
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	( )	( X )	( )
Autres	( )	( X )	( )

Si « autres », veuillez préciser :

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1. Aide judiciaire

#### 2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

#### 016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

#### 016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- The Law on Free Legal Aid ("Official Gazette", No. 143/13) distinguishes primary legal aid and secondary legal aid. Forms of primary legal aid are: general legal information, legal advice, drafting documents in administrative proceedings, the European Court of Human Rights and international organizations, representation in administrative proceedings, legal assistance in an out-of-court settlement of the dispute. Providers of Primary legal aid are: NGOs registered in the Register of primary legal aid providers at the Ministry of Justice, Faculties of Law through Legal Clinics, State Administration Offices in the Counties/City of Zagreb. There is no formal procedure for granting primary legal aid. The beneficiary of primary legal aid directly contacts the primary legal aid provider. Forms of secondary legal aid are: legal advice, drafting documents in the proceedings regarding protection of rights of workers,



drafting documents in court proceedings, representation in court proceedings, legal aid in a peaceful settlement of the dispute in a court, exemption from payment of court proceedings costs, exemption from payment of court fees. Secondary legal aid is provided by attorneys.

The application for obtaining secondary legal aid is submitted on a prescribed form to the competent state administration office or the competent administrative body of the City of Zagreb.

Secondary legal aid is granted if the applicant's financial status complies with conditions set out in the Law on Free Legal Aid. If secondary legal aid is not granted, the applicant may lodge an appeal to the Ministry of justice.

### 017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : The legal aid includes the exemption from payment of court fees in all civil and administrative court proceedings.

### 018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Legal aid may be granted for exemption of payment of fees related to the enforcement of judicial decisions.

### 019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal aid may be granted in the form of exemption from payment of court proceeding costs (costs of witnesses, expert witnesses, court-sworn translators, costs of site visits and court advertisements).

## 2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire



### 020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>En matière pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>	24 919 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 638 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 281 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : In 2018, the annual approved and implemented public budget for provision of legal aid in other than criminal cases for cases not brought to court has been increased. This is the result of the increased number of financed projects (NGOs and Legal Clinics) for providing primary legal aid and, subsequently, number of cases in which primary legal aid has been provided increased in this period.

**021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?**

	Assistance gratuite d'un avocat
<b>Personnes mises en cause</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Victimes</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	libre choix de l'avocat
<b>Personnes mises en cause</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Victimes</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	2 656 [ ] NA [ ] NAP	26 559 [ ] NA [ ] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	5 311 [ ] NA [ ] NAP	26 559 [ ] NA [ ] NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :**

Sources : Ministry of Justice of the RoC

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	( )	( X ) <a href="https://narodne-novine.nn.hr/search.aspx">https://narodne-novine.nn.hr/search.aspx</a>
à la jurisprudence des hautes juridictions	( )	( X ) <a href="https://sudskapraksa.csp.vsrh.hr/home">https://sudskapraksa.csp.vsrh.hr/home</a>
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	( )	( X ) <a href="http://www.pravosudje.hr">www.pravosudje.hr</a>

Veillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : On the website of the Ministry of Justice for victims and witnesses <https://pravosudje.gov.hr/o-ministarstvu/djelokrug-6366/iz-pravusnog-nog-sustava-6372/podrska-zrtvama-i-svjedocima/6156>, in the Documents section are forms: 1) brochure "Victims' Rights under the Law on Financial Compensation to Victims of Crime" and "Form of Request for Financial Compensation to Crime Victims" in Croatian and English, in accordance with the Law on Financial Compensation for Victims of Crime 2) booklet for victims and witnesses through criminal and misdemeanor proceedings "in Croatian and English, 3) leaflet of the Victims and Witnesses Support Section.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- ( ) Oui, toujours  
( X ) Non  
( ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

- ( X ) Oui  
( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : 1) Victims and witnesses summoned to courts in the Republic of Croatia can receive emotional support, information on rights, information on the stages of criminal and misdemeanor proceedings and practical information from the Victims and Witnesses Support Section established in 7 County Courts (in Zagreb, Zadar, Osijek, Vukovar, Split, Sisak and Rijeka).

These support departments also operate in the competent municipal and municipal misdemeanor courts.

Victims who are called to testify in the aforementioned courts are provided with information in the subpoena with contact information of the Support Division and thus the opportunity to obtain the necessary information and support by calling the department or contacting the department by email.

2) Ministry of Justice Victims and Witness Support Services:

providing information and support to victims and witnesses (as well as victims and witnesses of war crimes of technical support and coordination of transport and police protection), who are summoned to the courts through international legal assistance. Victims from the Republic of Croatia who have summoned witnesses about a foreign court through international legal assistance, as well as victims from abroad invited to testify about the courts in the Republic of Croatia by the Victims and Witnesses Support Service. as i get support.

provides victims of criminal offenses of violence with intent, pursuant to the Law on Financial Compensation to Crime Victims, with timely information on their rights (via website or telephone). The police, the State Attorney's Office and the courts are obliged to provide information to persons entitled under this Law orally (in Croatian and English). Payment brochure and claim form available on the web pages of the Ministry of Justice, Ministry of the Interior, Courts and State Attorney's Office (in Croatian and English).

provides victims or their family members with information about the release of prisoners from prison.

3) The Ministry of Justice renewed the Cooperation Agreement with the Victims and Witnesses Support Association on June 14, 2017 (for a period of 2 years), thus providing a space for work, financial resources for the cost of interconnection calls and providing the IT equipment needed for work National Call Center for Victims of Crime and Misdemeanors 116 006 (NPC). Also, on September 26, 2018, the Ministry of Justice and the Victims and Witnesses Support Association signed a Contract on the Direct Allocation of Funds for the Implementation of the National Call Center Program. The Ministry of Justice provided financial resources for financing the work of the NPC in the amount of HRK 100.000,00 for a period of one year, based on the Decree on Criteria for Identifying Users and the Method of Allocation of Part of the Gambling Revenue for 2018.

The National Call Center for Victims of Crime provides professional help which is available from Monday to Friday from 8am to 8pm in Croatian and English and caller service is free of charge.

The holder of the National Call Center is the Victims and Witness Support Association, and the work of the National Call Center is based on European Commission decision no. 2007/116 / EC and 009/884 / EC on the introduction of unique numbers 116 006 in the European Union for harmonized social value services.

4) In counties where victim and witness support departments have not been established, the Ministry of Justice funds the program "Support and Cooperation Network for Victims and Witnesses of Crimes". Funding is provided through gambling proceeds, based on a public competition conducted by the Ministry of Justice, in accordance with the Law on Gambling (Official Gazette 87/09, 35/13, 158/13, 41/14, 143/14 ) and the Regulation on Criteria and Procedures for Financing and Contracting Programs and Projects of Interest for the Common Good implemented by associations (OG 26/15). The program is implemented by 10 civil society organizations and one civil society coordinating organization, providing victims and witnesses: emotional and practical support, technical and practical information, and rights information; psychological and legal counseling (on the premises of the organization or other appropriate place) to victims who have reported a crime or misdemeanor as well as those who have not; support is provided by telephone, e-mail or in-person contact; escorting to court and on duty at info desks set up in court premises; accompanying the victim when participating in the actions of the competent institutions (police, public prosecutor's office, social welfare centers and other institutions) at the seat of the association as well as in the field outside the seat of the association during the working hours of the institutions; telephone consultation Monday through Friday 8am to 4pm.

Information on the support departments of the county courts, the National Call Center and the organizations involved in the Victims' Support and Cooperation Network for crime victims and witnesses can be found on the forms provided to the victims by police upon initial contact.

### 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
<b>Victimes de violence sexuelle/viol</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes du terrorisme</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Minorités ethniques</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personnes handicapées</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

<b>Délinquants mineurs</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser :

### **031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

### **032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

( X ) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : Pursuant to the Law on Financial Compensation for Victims of Criminal Offenses, victims who have suffered serious bodily injury or severe impairment of health as a result of the crime of violence are entitled to health care costs in the amount of the health standard determined by the mandatory health insurance regulations in the Republic of Croatia. The immediate victim is also entitled to compensation for lost earnings, which is recognized as a lump sum of up to HRK 35,000.00. The indirect victim in the case of death of the immediate victim of the crime of violence (who sustained it) is entitled to compensation for loss of legal support, up to a maximum of HRK 70,000.00. The person who paid the funeral expenses of the immediate victim who is deceased is entitled to compensation up to a maximum of HRK 5,000.00. The compensation is awarded by the Ministry of Justice from the state budget. Victims can also obtain compensation from the perpetrator in a civil action by initiating a private lawsuit. The financial compensation provided to the victim from the state budget can be realized for criminal offenses of intentional violence, which result in serious bodily injury, serious impairment of health or death. The following shall be considered a criminal offense of violence: - a criminal offense committed intentionally with the use of force or a violation of sexual integrity; - the criminal offense of endangering life and property with a general act or means causing death, serious bodily injury or serious impairment of the health of one or more persons, and is prescribed by the Criminal Code as a serious form of a criminal offense intentionally committed.

( ) Non

Commentaires

### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### **033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :**

[ X ] d'un dispositif avec des fonds publics

[ X ] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[ ] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

### **034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)**

( ) Oui

( X ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

**037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	282 [ ] NA [ ] NAP	193 [ ] NA [ ] NAP	725 642 [ ] NA [ ] NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	133 [ ] NA [ ] NAP	44 [ ] NA [ ] NAP	10 608 [ ] NA [ ] NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	149 [ ] NA [ ] NAP	149 [ ] NA [ ] NAP	715 034 [ ] NA [ ] NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Autre</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : \* The information in the table also refers to compensation for wrongful arrest and unjustified conviction.

An application for compensation for unjustified arrest and unjustified conviction shall be submitted to the Ministry of Justice. If the applicant does not accept the offer of the Ministry of Justice, the Ministry of Justice has the right to bring an action before the competent

court. The amount of compensation offered by the Ministry to the parties as just financial compensation on that basis is unique in all cases and ranges from the following amounts - up to 30 days in custody in the amount of HRK 200.00 per day of deprivation of liberty, for custody of 30 to 90 days in the amount of HRK 160.00 per day of imprisonment, for detention of more than 90 days in the amount of HRK 120.00 per day of imprisonment. The amount paid for 2018 relates to payments made under the amicable settlement and court rulings.

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



**038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?**

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
<b>1. Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>3. Enquêtes auprès des procureurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>4. Enquêtes auprès des avocats</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>5. Enquêtes auprès des parties</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>7. Enquêtes auprès des victimes</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le**



fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Instance supérieure	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Ministère de la Justice	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Conseil supérieur de la magistrature	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

**041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Instance supérieure	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Ministère de la Justice	1 631 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : Decreasing number of complaints is due to general improvement of the efficiency of courts, especially in the last 5 years.

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3.1. Tribunaux

### 3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	22 [ ] NA [ ] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	36 [ ] NA [ ] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	205 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	36 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	8 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des faillites	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux du travail	1 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des affaires familiales	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>Tribunaux administratifs</b>	4 [ ] NA [ ] NAP
<b>Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale</b>	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>Tribunaux militaires</b>	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance</b>	23 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : Other specialised 1st instance courts are Misdemeanour courts and Municipal Criminal Court in Zagreb.

**044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : The reorganisation of judicial map that started in 2015 in which the number of municipal and misdemeanour courts as well as the number of municipal state attorneys' offices has been reduced continued in 2019 with the merger of municipal and misdemeanour courts into municipal courts.

The reasons for the merger were a significant decrease in the number of misdemeanour cases and overburdened municipal courts with civil cases. In the new judicial map, instead of 46 municipal and misdemeanour courts, there are now 34 municipal courts - all misdemeanour and municipal courts were merged in the same cities except in 2 largest cities, Zagreb and Split, in which specialised municipal courts for misdemeanour cases were retained, and due to geographical specificities and size of certain municipal courts they were separated and new municipal courts were established (10). Also, a new commercial court was established in Dubrovnik. The aim of this new judicial map with new courts in the network and increased jurisdiction of permanent services is to increase the efficiency of the courts, improve access to court services, ensure even distribution of the workload of judges, shorten the length of court proceedings, reduce the number of unresolved cases in municipal courts, and ensure optimisation and easier management of human resources in courts.

**045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :**

	Nombre de tribunaux
<b>le recouvrement d'une petite créance</b>	88 [ ] NA [ ] NAP
<b>le licenciement</b>	23 [ ] NA [ ] NAP
<b>le vol avec violence</b>	64 [ ] NA [ ] NAP
<b>faillite</b>	12 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

**045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :**

[ 1 349 ]

Commentaires

**C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:**

Sources : Ministry of Justice of Republic of Croatia

**3.2. Personnel des tribunaux**

**3.2.1. Juges et personnels non-juges**



**046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)</b>	1 660 [ ] NA [ ] NAP	479 [ ] NA [ ] NAP	1 181 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de juges professionnels de première instance</b>	1 176 [ ] NA [ ] NAP	311 [ ] NA [ ] NAP	865 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)</b>	446 [ ] NA [ ] NAP	144 [ ] NA [ ] NAP	302 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes</b>	38 [ ] NA [ ] NAP	24 [ ] NA [ ] NAP	14 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Source: Ministry of Justice of the Republic of Croatia

The number of court presidents is included in the number of judges provided, but the data does not include the number of judges who are on unpaid leave, judges who are in non-active status, judges who work part-time in accordance with the Maternity and Parental Benefits Act, judges who are on maternity leave or on parental leave, judges suspended after disciplinary proceedings, judges working part time in order to time care for a child with special needs, judges transferred in another state body (Ministry of Justice, Judicial Academy, State Judicial Council) and international institutions and missions.

**047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	68 [ ] NA [ ] NAP	30 [ ] NA [ ] NAP	38 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	49 [ ] NA [ ] NAP	16 [ ] NA [ ] NAP	33 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	18 [ ] NA [ ] NAP	13 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):**

	Donnée
Donnée brute	[ ] NA [ X ] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question : According to the Constitution of the Republic of the Croatia, judges shall have permanent tenure until 70 years of age.

According to the Act on the State Judiciary Council, judges are appointed permanently. Therefore, the Croatian judicial system does not have occasional professional judges who do not perform their duty on a permanent basis and who are fully paid for their function as a judge.

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non  
[ X ] NAP

Commentaires

**049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :**

Donnée
--------

Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	( )	( )	( )
affaires pénales (infractions mineures)	( )	( )	( )
affaires familiales	( )	( )	( )
affaires de droit du travail	( )	( )	( )
affaires de droit social	( )	( )	( )
affaires commerciales	( )	( )	( )
affaires de faillite	( )	( )	( )
autre affaires civiles	( )	( )	( )

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?**

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

[            ]

NA

NAP

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b>	5 828 [ ] NA [ ] NAP	803 [ ] NA [ ] NAP	5 025 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.</b>	541 [ ] NA [ ] NAP	93 [ ] NA [ ] NAP	448 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)</b>	4 135 [ ] NA [ ] NAP	345 [ ] NA [ ] NAP	3 790 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)</b>	490 [ ] NA [ ] NAP	113 [ ] NA [ ] NAP	377 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Personnels techniques</b>	662 [ ] NA [ ] NAP	252 [ ] NA [ ] NAP	410 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Autres personnels non juges</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b>	5 828 [ ] NA [ ] NAP	803 [ ] NA [ ] NAP	5 025 [ ] NA [ ] NAP

<b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b>	4 850 [ ] NA [ ] NAP	643 [ ] NA [ ] NAP	4 207 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	906 [ ] NA [ ] NAP	140 [ ] NA [ ] NAP	766 [ ] NA [ ] NAP
<b>3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>	72 [ ] NA [ ] NAP	20 [ ] NA [ ] NAP	52 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : Authorised land registry officers and court registry officials who are authorised to independently decide in land registry cases as well as in company register cases. Note: The category Rechtspfleger for 2018. includes land registry officials and court registry officials.

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52**



Sources : Source for answers in questions 46 & 52: Ministry of Justice of the Republic of Croatia

The data provided in answers to question 52 does not include the number of non-judge staff who are on unpaid leave, who are in non-active status of employment, who work part-time in accordance with the Maternity and Parental Benefits Act, who are on maternity leave or on parental leave, who are suspended after disciplinary proceedings, who are working part time in order to care for a child with special needs, or who are transferred in another state body (Ministry of Justice, Judicial Academy, State Judicial Council) and international institutions and missions.

### 3.3.Ministère public

#### 3.3.1.Procureurs et personnel



**055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)</b>	595 [ ] NA [ ] NAP	190 [ ] NA [ ] NAP	405 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance</b>	418 [ ] NA [ ] NAP	120 [ ] NA [ ] NAP	298 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	151 [ ] NA [ ] NAP	62 [ ] NA [ ] NAP	89 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes</b>	26 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The above information includes all officials in the public prosecutor's offices – all public prosecutors (heads of prosecution offices) and public prosecutors' deputies (deputies of the Public Prosecutor, deputies of the Head of the Bureau for Combating Corruption and Organised Crime and deputies of the county and municipal public prosecutors).

The number of prosecutors at the first instance level includes all municipal public prosecutors (heads of municipal prosecution offices and Head of the Bureau for Combating Corruption and Organised Crime), their deputies, as well as the deputies of the Head of the Bureau for Combating Corruption and Organised Crime. The number of prosecutors at the second instance level (court of appeal) includes all county public prosecutors (heads of the county prosecutors' offices) and their deputies. The number of prosecutors at the supreme court level includes the Public Prosecutor General and his deputies.

**056. Nombre de chefs des ministères publics.**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>	25 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP	14 [ ] NA [ ] NAP

<b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b>	18 [ ] NA [ ] NAP	7 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	6 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : In 2018, the organisational structure of the public prosecution in the Republic of Croatia is comprised of the State Attorney of the Republic of Croatia, the Office for Combating Corruption and Organised Crime, 15 county state attorneys' offices and 22 municipal state attorneys' offices. The number of Heads of the State attorneys' offices does not correspond to the number of municipal state attorneys' offices, because in some of these offices the Heads of offices were not appointed. The number of the first instance State attorneys' offices includes the number of the municipal state attorneys and Head of Office for Combating Corruption and Organised Crime.

### 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

( ) Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

#### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[ ]  
[ ] NA

### 059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

( ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires

### 059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

(X) Oui

( ) Non

Commentaires

### 060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	1 033 [ ] NA	137 [ ] NA	896 [ ] NA

**C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60**

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia.

**3.4.Parité hommes/femmes**

**3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité**

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

### **3.4.2 Au niveau national**

**061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :**

	Oui	Non
les juges	( X )	( )
les procureurs	( X )	( )
le personnel non-juge	( X )	( )
les avocats	( X )	( )
les notaires	( X )	( )
les agents d'exécution	( X )	( )

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? There is no survey as such at national level for the distribution males/females within the judicial system, but the Ministry of Justice of RoC publishes annual statistical information about the judicial bodies which also contains information about the number of judges, state attorneys and deputy state attorneys (i.e. judicial officials) as well as about non- judge staff (including enforcement agents employed at courts). Here is a link to the Statistical information for 2018:

[https://pravosudje.gov.hr/UserDocsImages/dokumenti/Pravo%20na%20pristup%20informacijama/Izvje%C5%A1%C4%87a/Statisti%C4%8Dko\\_izvjesce\\_2018.pdf](https://pravosudje.gov.hr/UserDocsImages/dokumenti/Pravo%20na%20pristup%20informacijama/Izvje%C5%A1%C4%87a/Statisti%C4%8Dko_izvjesce_2018.pdf)

For public notaries, there is a list of all public notaries on the website of Croatian Notaries Chamber. Croatian Bar Association is responsible for keeping the list all of lawyers (i.e. attorneys at law) registered in Croatia and it is available on their website.

**061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

<b>le recrutement des juges</b>	( )	( X )
<b>la promotion des juges</b>	( )	( X )
<b>le recrutement des procureurs</b>	( )	( X )
<b>la promotion des procureurs</b>	( )	( X )
<b>le recrutement du personnel non-juge</b>	( )	( X )
<b>la promotion du personnel non-juge</b>	( )	( X )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte)

[ X ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

[ X ] NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[ X ] NAP

**3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	( )	( X )
Remplacement des personnes absentes	( )	( X )
Organisation des audiences	( )	( X )
Autres	( )	( X )

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

**061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :**

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

**061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :**

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	( )	( X )
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	( )	( X )
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	( )	( X )

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

**062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques**

Organisation

<b>Politiques et stratégies informatiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
<b>TI Gouvernance informatique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

**065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?**

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

	<b>Conduite des nouveaux projets</b>	<b>Gestion des applications</b>
<b>Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
<b>Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
<b>Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

**065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?**

Oui



( X ) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

( ) Oui

( X ) Non

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

**3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) The answer is „No" taking in consideration explanatory note which refers to independent outside body. Nevertheless and according to the application of GDPR Regulation which came into force in May 2018 Croatia established mechanism of supervising of data processing. That mechanism is established within the judicial system without the participation of outside independent bodies

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Authority-Agencija za zaštitu osobnih podataka (Agency for personal data protection), right for access to database is regulated by specific law

**3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

**062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?**

Oui

Non

Commentaires

**062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Ministry of Justice of the Republic of Croatia

**3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction**



**062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)**

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

**062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?**

Oui

Non

Commentaires

**062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

### 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

**Taux de disponibilité :**

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires There is no special intranet site within the judicial system for this purpose. All necessary information about the changes of legal framework and other important novelties are given through CMS or via email.

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

#### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/coconnexion d'un CMS avec un outil statistique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	----------------------------------------	-----------------------------	----------------------------------------

<b>Registre foncier</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Registre relatif aux entreprises</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Gestion des frais de justice</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

#### 063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
<b>Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires During 2018, electronic communication was introduced in all commercial courts for obligatory participants in court proceedings.

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

#### 064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui



( X ) Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	[ ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ ]
<b>Pénale</b>	[ ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ ]
<b>Administrative</b>	[ ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ ]

Commentaires

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

**Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties**

( X ) Oui

( ) Non

**Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
<b>Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Services de police judiciaire</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires With the introduction of e-communication and the expansion of the use of electronic means of identification and electronic signature, the percentage of electronic communication has increased.

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de**

cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

### 3.6. Performance et évaluation

#### 3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

#### 066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Courts Act (Official Gazette, number 28/13, 33/15, 82/15), the president of the court evaluates the work of every single judge according to Framework for the workload of judges in the period of one year following the standards on the number of judgements delivered by a judge compared with the number of judgements that should have been delivered, according to the Framework for the workload of judges, result of work in different kinds of cases, respecting deadlines in delivery of judgements and drafting of judgements, quality of judgements on the grounds of expressed remedies in legal actions and other activities of judges.

Framework criteria are adopted by the Minister of Justice on the proposal of the General Assembly of Supreme Court. The Criteria prescribe the number of decisions that need to be rendered every year by a judge.

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
dans les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non
dans les services du ministère public	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

**3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public**

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

[ X ] nombre de nouvelles affaires

[ X ] durée des procédures (délais)

[ X ] nombre d'affaires terminées

[ X ] nombre d'affaires pendantes

[ X ] stocks d'affaires

[ X ] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[ ] satisfaction du personnel des tribunaux

[ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[ ] coûts des procédures judiciaires

[ ] nombre de recours

[ ] taux de recours

[ X ] clearance rate

[ X ] disposition time

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : According to the Courts Act (Official Gazette, number 28/13, 33/15, 82/15), the president of court supervises accurate performance of court activities in due time. The president of court has a duty to write a report on the performed supervision and its results, as well as on the measures taken, at least once a month. The report has to be inserted into a case file of judicial administration. The president of court is obliged to ensure court efficiency in the resolution of cases, especially when it comes to the resolution of cases the procedure of which lasts more than three years. The president of court, except for the president of the Supreme Court of the Republic of Croatia, has a duty to submit a report on the performed tasks of judicial administration, measures and activities undertaken to improve work and efficiency of the court in the resolution of cases. The report is to be submitted directly to a court of higher instance, to the State Judicial Council and the Ministry of Justice, once a year, at least before 31 March for the previous year.

The president of the Supreme Court submits the report on the state of judiciary to the Croatian Parliament, once a year, at the latest by the 30 April for the previous year. In this yearly report the president of the Supreme Court can report on the state and actions of the judiciary, organizational problems in courts and legislation shortcomings as well as give suggestions for the improvement of the work of courts.

The courts use special information systems for the management and operation of the courts' cases, which consist of standard applications, computer and telecommunications equipment and infrastructure, system software and tools and all the data that are entered, stored and transmitted in all of the registers of the system. Misdemeanour courts operate using JCMS (Joint Case Management System), while other courts of general jurisdiction and commercial courts use ICMS (Integrated Case Management System). Through these systems it is possible to regularly monitor and evaluate the activity, performance and output of courts for the Ministry of Justice and the courts themselves.

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance  
 Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)  
 Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité  
 Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- Annuelle  
 Moins fréquente  
 Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : According to the State Attorney's Act (Official Gazette, number 76/09, 153/09, 116/10, 145/10, 57/11, 130/11, 72/13, 148/13, 33/15, 82/15), a state attorney supervises accurate performance of all state attorney office activities in due time. A state attorney submits reports to the higher state attorney on his state attorney office performance each month and annually and reports on undertaken and planned actions in cases of special state interest or in cases with complex factual or legal issues. The General State Attorney Office submits the report on the status and trends of reported crime in the previous year, on cases related to the protection of property interests of the Republic of Croatia, legal issues in particular areas and a review of the organization and personnel in state attorney organization to the Croatian Parliament, once a year, at the latest by the 30 April for the previous year. In this yearly report, there can be a warning on the state and functioning of the legal system, deficiencies in the legislation and internal affairs of the state attorney's office and suggestions for improving the work.

The state attorney offices use special information systems for the management and operation of the state attorney cases, as an interactive data base in real time. Through the CTS (Case tracking system) it is possible to regularly monitor and evaluate the activity, performance and output of state attorney offices.

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**



( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### **073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :**

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :**

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## **3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux

- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
---------------------------------	-----

<b>dans les tribunaux</b>	( )	( X )
<b>dans les services du ministère public</b>	( )	( X )

Commentaires

### 3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

#### **080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Ministry of Justice of the Republic of Croatia, Ulica grada Vukovara 49, 10000 Zagreb, Croatia

( ) Non

Commentaires

#### **080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:**

( X ) Oui, sur internet

( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

( ) Non

Commentaires

#### **080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :State's Attorney Office of the Republic of Croatia, Gajeva 30a, 10000 Zagreb, Croatia

( ) Non

Commentaires

#### **080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?**

( X ) Oui, sur internet

( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

( ) Non

Commentaires

#### **081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The report contains information on the completed proceedings, the ongoing proceedings and the public prosecutor's actions that have been taken, as well as information on pending cases. In addition to the numerical reports, summaries of the work on significant cases and of the extra procedural activities of the state attorney office are provided.

The monthly reports have three parts: the first part deals with reporting on legal and other issues, meetings and generally extra procedural work. The second part contains reports on the work and decisions in significant cases and the third part of the report consists of statistical tables on the work of the criminal and civil-law departments, with comments being given only if necessary due to large backlogs or a large number of negative decisions.

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires Municipal state attorney offices submit a report on the overall performance of the state attorney office for each month, no later than the 5th of the month to the county state attorney office. The report contains information on the completed proceedings, the ongoing proceedings and the public prosecutor's actions that have been taken, as well as information on pending cases. In addition to the numerical reports, summaries of the work on significant cases and of the extra procedural activities of the state attorney office are provided.

The monthly reports have three parts: the first part deals with reporting on legal and other issues, meetings and generally extra procedural work. The second part contains reports on the work and decisions in significant cases and the third part of the report consists of statistical tables on the work of the criminal and civil-law departments, with comments being given only if necessary due to large backlogs or a large number of negative decisions.

County state attorney offices submit a report to the General State Attorney Office of the Republic of Croatia no later than the 10th of the following month in writing or electronically.

Special reports on cases of special state interest are submitted immediately upon receipt of the case or after the action has been taken in writing and in case of a particularly important case, the State Attorney General is informed directly by telecommunication. Upon receipt of the notification, county state attorney office informs the General State Attorney Office of the Republic of Croatia and the Attorney

General immediately informs the Government of the Republic of Croatia.

Annual reports submitted by the municipal state attorney office to the county state attorney office contain statistical overview and a written section.

The statistical overview show the cases received, resolved and unresolved, the structure of criminal, civil and administrative cases, indictments and representation affairs, and an overview of the remedies filed and with what success.

The written part of the annual reports contains information on the work of the state attorney office in the field of criminal, civil and administrative law, the legal issues of particular areas, an overview of the organization and staff status, as well as proposals for improving the work

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- Annuelle  
 Moins fréquente  
 Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

- [ X ] Pouvoir executif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) : According to the Courts Act, the Minister of Justice, upon the proposal of the General Session of the Supreme Court of the Republic of Croatia, adopts the Framework criteria for the work of judges.

Commentaires

## **114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

Oui

Non

Commentaires

### **114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

## **083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

### **083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires According to the State Attorney's Act, the Minister of Justice, upon the proposal of Prosecutor General, adopts the Framework criteria for the work of public prosecutors.

## **120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

Oui

Non

Commentaires

### **120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

#### **C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : Ministry of Justice of Republic of Croatia

### **4.Procès équitable**

#### **4.1.Principes**

##### **4.1.1.Principes du procès équitable**

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :**

[            ]

NA

Commentaires

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?**

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour

Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées):

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

**D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.**

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia

**4.2. Durée des procédures**

**4.2.1. Informations générales**

**087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de**



traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



##### 091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	297 507 [ ] NA [ ] NAP	882 675 [ ] NA [ ] NAP	922 780 [ ] NA [ ] NAP	257 110 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	148 828 [ ] NA [ ] NAP	116 412 [ ] NA [ ] NAP	130 931 [ ] NA [ ] NAP	134 271 [ ] NA [ ] NAP	47 305 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	138 113 [ ] NA [ ] NAP	752 833 [ ] NA [ ] NAP	776 278 [ ] NA [ ] NAP	114 418 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	91 062 [ ] NA [ ] NAP	120 873 [ ] NA [ ] NAP	143 939 [ ] NA [ ] NAP	65 897 [ ] NA [ ] NAP	26 267 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	47 051 [ ] NA [ ] NAP	631 960 [ ] NA [ ] NAP	632 339 [ ] NA [ ] NAP	48 521 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	44 709 [ ] NA [ ] NAP	495 739 [ ] NA [ ] NAP	495 865 [ ] NA [ ] NAP	46 432 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	2 342 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	136 221 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	136 474 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 089 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	10 566 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 430 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 571 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 421 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Decrease of the number of incoming cases (34%) in category 2.1. in comparison to previous cycle is due to the significant decrease of enforcement cases which are calculated in this category. Majority of enforcement cases are aimed at debtor's monetary assets based on trustworthy documents – i.e. documents that make the existence of debt highly plausible (such as regular utility bills, telecom operators' invoices, credit card invoices, unpaid installments of bank loans, etc.). Those cases were removed from jurisdiction of courts to public notaries already in 2012., and since then there is year after year decrease of enforcement cases in municipal courts - enforcement based on other types of enforcement titles (other than trustworthy document), as well as enforcement against real property.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. The category “civil (and commercial) non-litigious cases” includes all out-of-court proceedings (non-litigious cases) that are not stated in the different categories (accordingly, non-litigious cases of civil and commercial courts and are related to the following types of cases:

- Adoption of the decision on the health of the ward
- Issuance of the permit for marriage before majority
- Deprivation/restoration/prolongation of parental right
- Deprivation/restoration of legal capacity
- Deprivation/restoration of parental care
- International child abduction
- Measures for the protection of property and property rights of the child
- Substitution of consent for the adoption of a child
- Inheritance declaration
- Decision on which person the child shall live with
- Approval of the agreement on maintenance
- Approval/ modification of the plan of joint parental care
- Deprivation of the right to accommodation with the child and entrusting daily care to another person, social welfare institution or foster family
- Deprive parents of the rights to live with the child and to raise him/her
- Providing evidence
- Establishment of court deposit
- Establishment /abolishment of necessary passage
- Other - Family non-litigious
- Other - Other non-litigious cases
- Other - Proclamation of the deceased person and proof of death

Other – Regulation of co-ownership relations, landmarks and necessary passages  
Legacy cases for court resolution  
Exercise of parental care and personal relationship with the child according to Art. 478 of the Family Act  
Exercise of the content of parental care  
Opening of the safe  
Authentication of the contract on life/lifelong maintenance  
Storage of the will  
Simplified procedure for child maintenance  
Setting the “phone tracker”  
The procedure for the protection of the family home  
Entrusting a child with behavioral disorders  
Entrusting a child with behavioral problems  
Temporary measure for maintenance  
Temporary measure regarding the person the child shall live with  
Temporary entrusting the child to another person, social welfare institution or foster family  
Recognition of a foreign court decision  
Declaring a missing person dead  
Changing the child's permanent or temporary residence  
Provision of international legal assistance  
Provision of legal aid  
Annulment of co-ownership bond  
Drafting court wills  
Conclusion of court settlement  
The acquisition of legal capacity of the minor who has become a parent  
Meetings and company with parents  
Meetings and company with grandmother, grandfather, sister, brother, half-sister, half-brother, ...  
Regulation of landmark  
Regulation of relations between co-owners  
Determination of common-law marriage  
Restriction of approaching a child  
Appointment of members of companies' bodies  
Appointment of the auditor and temporary administrator  
Other non-litigious  
Providing evidence  
Establishment of court deposit  
Opening the safe  
According to Article 40, paragraph 2 of the Companies Act  
Cases related to registry cases  
Previous measure  
Forced establishment of a lien  
Temporary measure  
Temporary interruption measure  
Temporary and previous measure  
Recognition of arbitrary decision  
Recognition of foreign court decision  
Disputes as referred to in Article 420 of the Companies Act  
Court insurance by transfer of ownership and rights

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Answer in category "other cases" is NAP

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	76 138 [ ] NA [ ] NAP	186 705 [ ] NA [ ] NAP	187 236 [ ] NA [ ] NAP	75 597 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	24 992 [ ] NA [ ] NAP	17 113 [ ] NA [ ] NAP	15 773 [ ] NA [ ] NAP	26 338 [ ] NA [ ] NAP	12 300 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	40 400 [ ] NA [ ] NAP	121 830 [ ] NA [ ] NAP	122 945 [ ] NA [ ] NAP	39 285 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	10 746 [ ] NA [ ] NAP	47 762 [ ] NA [ ] NAP	48 518 [ ] NA [ ] NAP	9 974 [ ] NA [ ] NAP	1 072 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. In category "Other cases" are included (from this cycle) cases related to criminal matters in first instance: execution of sanctions (imprisonment), investigation actions of a judge, cases connected to procedural matters (e.g. panel of judges decision about detention, about prolongation of detention, about confirmation or dismissal of indictment, etc.)

**4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance**



**097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	54 847 [ ] NA [ ] NAP	65 396 [ ] NA [ ] NAP	73 206 [ ] NA [ ] NAP	47 023 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	42 879 [ ] NA [ ] NAP	37 304 [ ] NA [ ] NAP	45 383 [ ] NA [ ] NAP	34 807 [ ] NA [ ] NAP	4 444 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	10 061 [ ] NA [ ] NAP	22 066 [ ] NA [ ] NAP	22 652 [ ] NA [ ] NAP	9 454 [ ] NA [ ] NAP	392 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	8 373 [ ] NA [ ] NAP	19 794 [ ] NA [ ] NAP	20 242 [ ] NA [ ] NAP	7 906 [ ] NA [ ] NAP	334 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	1 581 [ ] NA [ ] NAP	2 157 [ ] NA [ ] NAP	2 257 [ ] NA [ ] NAP	1 482 [ ] NA [ ] NAP	56 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	1 574 [ ] NA [ ] NAP	2 021 [ ] NA [ ] NAP	2 118 [ ] NA [ ] NAP	1 478 [ ] NA [ ] NAP	56 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	7 [ ] NA [ ] NAP	136 [ ] NA [ ] NAP	139 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	107 [ ] NA [ ] NAP	115 [ ] NA [ ] NAP	153 [ ] NA [ ] NAP	66 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	1 907 [ ] NA [ ] NAP	6 026 [ ] NA [ ] NAP	5 171 [ ] NA [ ] NAP	2 762 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. In category 1. Civil (and commercial) litigious cases there has been a decrease in the number of pending cases at the beginning of the period, received cases, resolved cases and also pending cases at the end of the year. This seems to be the trend for several years now. Although these courts are resolving less cases than in previous period, due to the reduced income, pending cases are still significantly decreased. Reduced number of received civil litigious and commercial cases on second instance do not have reason in for example law changes. Simply because less cases are resolved at first instance, less appeals are lodged to the second instance.

The increased number of pending administrative law cases at the beginning and at the end of the year as well as received cases is due to

the extended jurisdiction of the High administrative court following law changes. The latter led to an increased inflow of cases and difficulty for the High administrative court to cope successfully with the income of second instance cases, especially since the number of judges remain the same as before law changes. This comment was provided also for last cycle.

The rest of the categories which have increase or decrease in pending cases is just an effect of the incoming or resolved cases.

#### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	17 857 [ ] NA [ ] NAP	21 867 [ ] NA [ ] NAP	27 597 [ ] NA [ ] NAP	12 109 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	2 171 [ ] NA [ ] NAP	7 847 [ ] NA [ ] NAP	7 684 [ ] NA [ ] NAP	2 333 [ ] NA [ ] NAP	36 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	15 591 [ ] NA [ ] NAP	13 063 [ ] NA [ ] NAP	18 932 [ ] NA [ ] NAP	9 704 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	96 [ ] NA [ ] NAP	957 [ ] NA [ ] NAP	981 [ ] NA [ ] NAP	72 [ ] NA [ ] NAP	25 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Starting from 1 June 2013, when the Act on Amendments to the Misdemeanors Act (OG 39/2013) entered into force, the inflow of first-instance misdemeanor cases had been reduced up to the point where there was no more justification for keeping specialized courts for these types of cases. This led also to continuous decrease of second instance misdemeanor cases, which is also the case in this reporting cycle.

Category "Other cases" - category introduced in this cycle: in case of Croatia, cases calculated here are cases of execution of imprisonment sanctions on county courts in second instance.

#### 4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

#### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	16 759 [ ] NA [ ] NAP	6 839 [ ] NA [ ] NAP	9 379 [ ] NA [ ] NAP	14 219 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

## 099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [ 0 ]

d'affaires classées par cette procédure ? [ 0 ]

Commentaires Data for cases received by the Highest court and cases closed by this procedure are not available.

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	685 [ ] NA [ ] NAP	1 923 [ ] NA [ ] NAP	1 901 [ ] NA [ ] NAP	707 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The table shows cases under the jurisdiction of the Supreme Court of the Republic of Croatia, as the highest judicial authority in the Republic of Croatia.

### 4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

#### 101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
<b>Divorce contentieux</b>	1 756 [ ] NA [ ] NAP	2 798 [ ] NA [ ] NAP	2 826 [ ] NA [ ] NAP	1 728 [ ] NA [ ] NAP
<b>Licenciement</b>	1 459 [ ] NA [ ] NAP	1 119 [ ] NA [ ] NAP	1 441 [ ] NA [ ] NAP	1 137 [ ] NA [ ] NAP
<b>Faillite</b>	10 624 [ ] NA [ ] NAP	9 213 [ ] NA [ ] NAP	11 179 [ ] NA [ ] NAP	8 660 [ ] NA [ ] NAP



<b>Vol avec violence</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Homicide volontaire</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The reason for decreasing the number of pending insolvency cases lies in the new Bankruptcy Act, which entered into force in September 2015. Since then, and throughout the first half of 2016, many shortened bankruptcy proceedings have been initiated ex officio and finished in relatively short period (that was "unnaturally" large income of simple insolvency cases). Cycles defined in aforementioned Law of initiating these procedures by FINA finished, so 2018. actually reflects regular state of insolvency proceedings regarding income of insolvency cases.

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. Pursuant to the Aliens Act, a third-country national on entry to the Republic of Croatia who does not meet the requirements for entry prescribed in the Schengen Borders Code will be refused entry into the Republic of Croatia. A decision on the refusal of entry is made on the standard form against which an appeal can be filed to the Appeals Commission established by the Government of the Republic of Croatia. Against decision of the Commission a claim to the Administrative Court may be filed.

Pursuant to the same Act, to a third-country national who illegally resides in the Republic of Croatia or legally resides on a short-term residence but no longer fulfils the conditions for legal residence, a decision on return or other return decision (eg expulsion decision) will be issued. Against this decision a claim may be filed to the Administrative Court. The lawsuit does not delay the enforcement of the decision, but the Administrative Court may postpone enforcement of the decision. The deadline for filing a claim is 30 days.

The procedure of international protection approval in the Republic of Croatia is regulated by the Law on International and Temporary Protection (Official Gazette 70/15).

No appeal is allowed against a decision rejecting an international protection claim but international protection seeker may initiate an administrative dispute before the competent Administrative Court within the statutory deadline. If the court rejects the claim, the claimant of international protection has the right to lodge a complaint with the High Administrative Court of the Republic of Croatia within 15 days of the delivery of the judgment. The High Administrative Court issues the final decision on the application for international protection.

The conditions of entry, movement, residence and work of third-country nationals and nationals of Member States of the European Economic Area and members of their families and conditions of work and rights of posted workers in the Republic of Croatia are regulated by the Aliens Act (Official Gazette, No. 130/11, 7413 and 69/17).

Pursuant to the Aliens Act, third country nationals may regulate temporary and permanent residence in the Republic of Croatia. As far as temporary residence is concerned, an appeal to the Appeals Commission appointed by the Government of the Republic of Croatia may be filed against the decision of the police department or the police station on the temporary stay of a third country national. An administrative dispute may be initiated against the decision of the said Commission. The police department or the police station ex officio will issue a decision on termination of temporary residence against which an appeal can be filed to the Appeal Commission appointed by the Government of the Republic of Croatia. An administrative dispute may be initiated against the decision of the said Commission.

Regarding the issue of permanent residence, against the decision of the Ministry on the permanent residence of a third country national appeal is not allowed, but an administrative dispute may be initiated. The Ministry of the Interior ex officio decides on the

termination of a permanent residency of a third-country national against which an appeal is not allowed, but an administrative dispute may be initiated.

In the case of nationals of the EEA Member States and members of their families, they may, in accordance with the Aliens Act, regulate temporary and permanent residence in the Republic of Croatia.

With regard to the temporary stay, an appeal to the Appeals Commission appointed by the Government of the Republic of Croatia may be filed against the decision of the police department or police station on registration of temporary residence of a citizen of the EEA Member State and a member of his/her family. The party may initiate an administrative dispute against the decision of the said Commission. The police department or the police station ex officio will issue a decision on termination of temporary residence against which an appeal can be filed by the Appeal Commission appointed by the Government of the Republic of Croatia. An appeal is not allowed against the decision of the said Commission, but an administrative dispute may be initiated.

With regard to permanent residence, an appeal may be filed against the decision of the police department or the police station on the application for permanent residence of a citizen of the EEA Member State and a member of his/her family by the Appeals Commission appointed by the Government of the Republic of Croatia. An appeal is not allowed against the decision of the said Commission, but an administrative dispute may be initiated. The police department or the police station ex officio will issue a decision on termination of the permanent residence of a citizen of a member state of the EEA and a member of his/her family against which an appeal may be filed by the Appeals Commission appointed by the Government of the Republic of Croatia. An administrative dispute may be initiated against the decision of the said Commission.

**102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
<b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	792 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	402 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Divorce contentieux</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	243 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	68 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Licenciement</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	1 020 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	218 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Faillite</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	400 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	26 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP

Commentaires The reason for increasing the average length of resolved insolvency cases lies in the new Bankruptcy Act, which entered into

force on 1 September 2015. Since then, and throughout the first half of 2016, a large number of shortened bankruptcy proceedings have been initiated ex officio - the main characteristic of these proceedings is their prompt resolution – so they reduced the average length for proceedings of insolvency cases in last cycle. This cycle we do not have as many of those shortened case, thatswhy average time is longer when compared with previous cycle.

### **103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. According to the Family Act (2003), a spouse may apply for a divorce in a suit. If both spouses require a divorce, the litigation proceeding is instituted by a stipulated demand (a joint petition) for a divorce. If one of the spouses files a suit for a divorce, and the other at the latest by the conclusion of the main hearing, expressly states that he does not deny the justification of the suit, it will be considered that the marriage partners have submitted a joint petition for a divorce. If one of the spouses withdraws from the joint petition for a divorce, and the other adheres to the request to have the marriage dissolved, this application will be considered a suit for a dissolution of the marriage, and the court will instruct the spouses to start the mediation proceeding. If one of the spouses withdraws from the joint petition for a divorce, and the other adheres to the request to have the marriage dissolved, this application will be considered a suit for a dissolution of the marriage, and the court will instruct the spouses to start the mediation proceeding.

A spouse has no right to sue for divorce while his wife is pregnant or until their child is one year old. A marriage ceases by divorce when the judgement of a court concerning the divorce becomes legally effective. A court will grant a divorce: if it determines that the marital relations have been seriously and lastingly disturbed, or if a year has passed since the marital union ceased to exist, or if both spouses consensually apply for a divorce. A divorce mediation will be started when: divorce action has been initiated by a divorce complaint, and when spouses have under-age children. At the first hearing, the court will ask the spouses to state to which welfare centre, marriage counselling office or person authorised to give expert assistance (a mediator) they wish to turn for the sake of obviating their marital dissensions or for the sake of an agreement about settling the legal effects of the divorce. The court will ask the parties if there is any agreement about with which parent the children will live, about their meetings and association with the other parent, or about the accommodation of the child during the divorce proceedings. If the spouses have not agreed on whom they will carry out the mediation proceedings with, the court will make an ex officio decision concerning the choice of mediator.

A mediator will question the parties about the causes that have led to the breakdown of their marital relations and endeavour to obviate the causes and to reconcile the spouses. The mediator is bound to supply a professional and expert opinion to the spouses. If the spouses do not deliver the professional opinion to the court in a period of a year from the reception, it will be deemed that the suit or the consensual application for divorce has been withdrawn.

A court will enable a child, in accordance with his age, maturity and well-being, for the sake of obtaining his rights and interests in status matters, to express his opinion before the welfare centre or before the court.

Before making a decision concerning which parent the child will live with and about parental care the court will obtain the opinion and recommendation of the welfare centre. When custody is being decided on in a divorce proceeding a welfare centre can take into consider the opinion of the mediator. In a decision concerning which parent the child will live with and on parental care the child will, if it is necessary, order a person with whom the child is living to surrender it to a parent. In the proceeding concerning with which parent the child will live and concerning parental care the court is not bound by the applications of the parties. A review is not allowed of a second instance decision concerning which parent the child will live with or concerning parental care.

There is no statute of limitations to the right to sue for divorce unless otherwise ordered in this Law.

Note: The same answer was applicable for the previous cycle, therefore we mistakenly marked N/A.

Following amendments to the Family Act entered into force in June 2014: mandatory counseling and family mediation (instead of mediation before divorce) for spouses who have under-age children; a plan on joint parenting; a home institute - which protects the right to live in the property which is the family property (which is co-ownership of spouses, or apartment which is used pursuant to a lease agreement); the child is a party to a judicial proceeding; the child has a right to a special guardian to represent him/her and the right to be in an appropriate manner familiar with all the relevant circumstances of the case and the possible consequences; the child has the right to express opinions while a child above 14 has a litigation capacity; the child's right to self-expression of an opinion and the right to oppose the enforcement for the realization of personal relations between parents and child; the proceeding instituted by a stipulated demand (a joint petition) for a divorce is being conducted in an non-judicial proceeding; the possibility of an independent

exercise of parental care; the deadline for initiating the court proceeding for a divorce is six months from mandatory counselling or family mediation.

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. According to the Explanatory note, the average length of proceedings is calculated from the lodging of court proceedings, presented in days. According to the ICMS (Integrated Court Management System), we are able to present data on average length of the judicial proceedings from the date of lodging a claim or indictment till the delivery of the first instance judgment. Therefore, we answered NA to all categories. Furthermore, from ICMS system, we can present data form specific types of cases (litigious divorce cases, insolvency cases and employment dismissal cases), but we cannot present data for intentional homicide and robbery cases.

**4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public**



**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- [ X ] diriger ou superviser l'enquête policière
- [ X ] mener des enquêtes
- [ X ] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [ X ] porter une accusation
- [ X ] soumettre l'affaire au tribunal
- [ X ] proposer une peine au juge
- [ X ] faire appel
- [ ] superviser la procédure d'exécution
- [ X ] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [ ] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [ ] autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :**

- [ X ] affaire civiles
- [ X ] affaires administratives
- [ X ] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première**

**instance**

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	61 858 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 439 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	202 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 502 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Compared with the data discrepancies from 2016 data, it is evident that the total number of cases received in the State Attorney's Office in 2018 decreased, which is why all other reported figures from 2018 are relatively smaller compared to the 2016 data.

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?**

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	402 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.**

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	24 439 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	15 403 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	8 011 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	1 025 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Suspension means the dismissal of criminal charges and suspension in the course of proceedings. The numerical indicators expressed under ordinal numbers 1 to 3 are relatively smaller compared to the data from 2016 (at that time the data were as follows: 1) 17.135, 2) 11.451. and 3) 1.569), which is the result of the total smaller number of first instance cases received in the State Attorney's offices in 2018.

## 109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

## D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia, data from ICMS (Integrated Court Management System), State Attorney's Office.

## 5.Carrière des juges et procureurs

### 5.1.Recrutement et promotion

#### 5.1.1.Recrutement et promotion des juges

### 110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :Judges are appointed for the first time at municipal, misdemeanour, commercial and administrative courts, strictly from the ranks of candidates who have, after graduating from the Faculty of law, completed the State School for Judicial Officials. They can also be appointed from the ranks of judges.The aim of the State School is to provide the necessary knowledge and skills for autonomous, responsible, independent and impartial performance of judicial duties. When the State Judicial Council appoints a judge out of the candidates who have completed the State School for Judicial Officials, the selection must be based on final assessment of the candidates after the State School in which they can get a maximum of 300 points, as well as the points that candidates got after interviews before the Council (maximum 15 points). When a person who is a judges is a candidate, his evaluation is taken into account in which he can receive a maximum of 150 points which are then multiplied with 2. Chosen candidates undergo psychology test and security clearance before appointment. A person who has worked as a judicial official for at least 10 years can be appointed as a judge at a county court, and a person who has worked for at least 12 years as a judicial official as a judges of the High Misdemeanour Court of the Republic of Croatia, the High Commercial Court of the Republic of Croatia and the High Administrative Court of the Republic of Croatia, while at the Supreme Court of the Republic of Croatia a person who has worked at least 15 years as a judicial official, has been a lawyer, notary public for that many years, professor of law who has passed the bar exam and has at least 15 years of work experience after passing the bar exam, and a prominent lawyer who passed the bar exam and has a minimum of 20 years' experience with proven expertise in a particular legal area, as well as in professional and scientific papers, can be appointed as a judge. A candidate for the judge of the Supreme Court who is not a judicial official takes a test before the Council, which consists of drawing up one or more written papers in accordance with the provisions of the Ordinance adopted by the Council. The candidates prepare their papers under a personal code, and based on the written papers they can get a maximum of 150 points. At the interview before the Council the candidates can get a maximum of 15 points. Chosen candidates undergo psychology test and security clearance before appointment. A candidate who submits an application to announcement of vacancy of the office of county judge, a judge of the High Misdemeanour Court of the Republic of Croatia, the High Commercial Court of the

Republic of Croatia and the High Administrative Court of the Republic of Croatia, and who qualifies, i.e. has sufficient number of years of service as a judicial official but is not a judge (State Attorney/Deputy State Attorney) in accordance with the provisions of the Ordinance on evaluation in the process of appointment of judges (Official Gazette no. 93/13 – hereinafter referred to as ‘Ordinance’) takes a test before the Council, which consists of drawing up one or more written papers under a personal code. For one or more written papers, a candidate can get a maximum of 150 points. For candidates who submit an application, meet the requirements of service and who are judges, the Council will request the evaluation of the performance of judicial duties from a competent judicial council. Once the competent judicial council submits the final evaluation of the performance of judicial duties for which the judge can get up to 150 points, the Council conducts interviews with the candidates for which candidate can get up to 15 points. The candidates who got less than 130 points for evaluation of the performance of judicial duties or after knowledge exam, and the candidates who after the interview would not achieve sufficient points for the appointment are generally not invited for an interview. After the interview, the Council votes and the points the candidates achieved at the interview before the Council are added to the points for the assessment of the performance of judicial duties, and points acquired in a knowledge exam and a ranking list of candidates is compiled and a decision on the appointment of judges made. The decision on the appointment of judges must be based on the total number of points and the ranking list of candidates. The ranking list is published on the website of the Council. The Council must appoint a judge within the 10 highest ranking candidates and there must be less than 10 points difference between the chosen candidate and the highest ranking candidates. As for the appointment of judges of the Supreme Court, if a judge applies the procedure as stated above with regard to the process of obtaining assessment of the performance of judicial duties; if the applicant is the judicial official who is not a judge (state attorneys/deputy state attorneys), the Council will, before conducting interviews, on the basis of assessment of the performance of a state attorney’s duties determine the appropriate number of points for performing duties of a justice officials in accordance with the Ordinance. Based on general criteria and standards applied to all similar cases, the Council is authorized to determine that a candidate gets from 0 to 100 points for his/her previous work in the judicial system and to determine the number of points which is different from the one the candidate got from the body for assessment of his public attorney's work. A candidate for a judge of the Supreme Court who is not a judicial official takes a knowledge test before the Council, which consists of making one or more written papers. The candidates’ papers are made under a personal code and for the written papers one can get a maximum of 150 points. At the interview before the Council, candidates can get a maximum of 15 points. As for inviting candidates for an interview, compiling of a ranking list and making the decision on the appointment, the same rules apply as stated in the previous paragraph

Commentaires

**111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l’instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S’il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : All judges are appointed by only one authority - State Judicial Council (consisting of seven judges, two members of Parliament and two Faculty of Law professors).

**112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)**

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

### **113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)**

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## **5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs**

### **115. Le ministère public est-il :**

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). Both according to the Constitution of the Republic of Croatia and according to the Act on the State's Attorney Office, the Public Prosecution Service is an autonomous and independent judicial body empowered and duty-bound to instigate prosecution of perpetrators of criminal and other penal offences, to initiate legal measures to protect the property of the Republic of Croatia and to apply legal remedies to protect the Constitution and law.

### **115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **116. Comment sont recrutés les procureurs ?**

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés,**



**initialement, en début de carrière, par :**

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

**118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

**119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)**

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

**119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?**

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

**121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :**

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

Non

Commentaires

**122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires

**125-1. Est-il renouvelable ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires

**126-1. Est-il renouvelable ?**

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia

## 5.2. Formation

### 5.2.1. Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue à l'éthique	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

#### 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2. Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue à l'éthique	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

Fréquence de la formation continue
------------------------------------

<b>Formation continue générale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : See the answer under question 128.

### 131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

### 131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Une institution pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	1 039 545 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The increase of the budget of Judicial Academy in 2018. in comparison with 2016. is due to the introduction of broader competence of the Academy on training of all civil servants in judiciary (not only trainees and advisors in judicial bodies which was the case before, but all employees of courts, state attorney's offices and Ministry of Justice). Also, improving professionalism is continuously among highest priorities in the judiciary and continuous training and education is main prerequisite for reaching that goal.

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

. NA

**131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur**

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
<b>Total</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Seulement pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Seulement pour les procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Seulement pour le personnel non-juge</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Seulement pour le personnel non-procureur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Autres formations communes</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

**E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : The Act on the Judicial Academy; The 2018 Annual Report of the Judicial Academy

## 5.3.Exercice de la profession

### 5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	22 883 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 812 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	169 477 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	117 105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	53 347 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	32 335 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	395 105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	239 483 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	22 883 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 812 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	169 447 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	117 105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	53 347 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	32 335 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	395 105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	239 483 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

#### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Retraite spécifique	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Logement de fonction	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Autre avantage financier	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

#### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

NAP

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autre fonction</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autre fonction</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs



**quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

### **5.3.2 Institution/organe d'éthique**

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. Everyone has the right to indicate a behaviour of a judge contrary to the Code of judicial ethics. The president of the competent judicial council elaborates the complaint and asks a judge to give his/her statement. If the Council finds the complaint to be justified, it renders a decision on the breach of the Code, against which the judge has a right to object to. The final decision is rendered by the council of all judicial council presidents and is delivered to the judge's court president. The is no specific duty to publish the decision.

[ ] NAP

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

### **138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Ethics Committee is an independent body in the state attorney organization that provides guidelines for the interpretation of the fundamental ethical and deontological principles of the Code of Ethics for state attorneys and deputy state attorneys and provides opinions and recommendations on the compliance of a certain behaviour with the Code and on conflicts of interest.

The Ethics Committee has seven members - two general state attorney deputies, two county state attorney deputies, two municipal state attorney deputies and one deputy in the specialized state attorney, elected for a term of five years.

The Ethics Committee, at the request of the state attorney or the deputy state attorney, gives an opinion on the compliance of certain conduct with the Code.

The Ethics Committee gives opinions and recommendations regarding written submissions or complaints about the conduct of the state attorney or deputy state attorney and on their own initiative.

The state attorney and deputy state attorney whose behaviour is the object of the complaint or to whose behaviour the complaint relates to shall be allowed to give their explanation in eight days. The Ethics Committee is obliged to inform the state attorney or the deputy state attorney and the petitioner with its decision.

If the Ethics Committee evaluates the complaint to be founded, it shall submit its decision with its opinion and recommendation to the State Attorney's Office where the state attorney or deputy state attorney is employed, to the higher State Attorney's Office and the State Attorney's Office of the Republic of Croatia and publish its decision on the web pages of the State Attorney's Office of the Republic of Croatia.

NAP

## **5.4.Procédures disciplinaires**

### **5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions**

#### **140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?**

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :According to the Act on the State Judiciary Council, if there is a reasonable doubt that a judge has committed a disciplinary offence, the court president or a person authorized to perform judicial administration in the court in which they perform judicial duties are obliged to initiate disciplinary proceedings against the judge. Disciplinary proceeding can also be initiated by the Minister of Justice, the president of the direct higher court, the president of the Supreme Court of the Republic of Croatia and the Judicial Councils.

Autre (veuillez préciser) :According to the Act on the State Judiciary Council, if there is a reasonable doubt that a judge has committed a disciplinary offence, the court president or a person authorized to perform judicial administration in the court in which they perform judicial duties are obliged to initiate disciplinary proceedings against the judge. Disciplinary proceeding can also be initiated by

the Minister of Justice, the president of the direct higher court, the president of the Supreme Court of the Republic of Croatia and the Judicial Councils.

Ceci n'est pas possible

Commentaires

### **141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :**

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : According to the Act on State Attorney Office, if there is a reasonable doubt that the Deputy State Attorney has committed a disciplinary offence, the State Attorney in the State Attorney's Office in which the Deputy performs his duties must file a motion to institute disciplinary proceeding against the Deputy. Motion to institute disciplinary proceeding can be filed directly by a higher ranked State Attorney and the State Attorney General or the Minister of Justice.

Autre (veuillez préciser) : .....

Ceci n'est pas possible

Commentaires

### **142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)**

Tribunal

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)**

Cour Suprême

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (total 1 à 10)</b>	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Réprimande</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Suspension</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	0 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	4 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
8. Démission	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
9. Autre	2 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
10. Révocation	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : State's Judicial Council and State's Attorney Council

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

#### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	4 756 [ ] NA	2 688 [ ] NA	2 068 [ ] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

**148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

**149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[   ]	[   ]	[ X ]
Affaires de licenciement	[   ]	[   ]	[ X ]
Affaires pénales - Défendeur	[ X ]	[ X ]	[ X ]
Affaires pénales - Victime	[ X ]	[ X ]	[ X ]
Affaires administratives	[   ]	[   ]	[   ]

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats :

**149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(   ) Oui ( X ) Non	(   ) Oui ( X ) Non	(   ) Oui ( X ) Non
Membre de la famille	( X ) Oui (   ) Non	( X ) Oui (   ) Non	(   ) Oui ( X ) Non
Personne concernée elle-même	( X ) Oui (   ) Non	( X ) Oui (   ) Non	(   ) Oui ( X ) Non
Syndicat	( X ) Oui (   ) Non	( X ) Oui (   ) Non	(   ) Oui ( X ) Non
Autres	(   ) Oui ( X ) Non	(   ) Oui ( X ) Non	(   ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

[   ] Activité notariale

Arbitrage/médiation

Mandataire

Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

## 150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

## 151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

## 152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

## 153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Croatian Bar Association is authorized to recognize specialisations.

## F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Registry of the Croatian Bar Association

## 6.1.2.Exercice de la profession

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

## 6.1.3.Standards de qualité et procédures disciplinaires

**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Principles contained in the Code of Professional Ethics

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : Complaints to the Croatian Bar Association

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

Le juge

Le ministère de la Justice



Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	451 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	447 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.**

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	86 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	47 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

**163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?**

Oui

Non

Commentaires

**163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?**

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Mediation in civil proceedings against Republic of Croatia and/or government bodies.

**163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?**

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

**164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?**

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Affaires pénales</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Affaires liées aux consommateurs</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	<b>Total</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Nombre de médiateurs</b>	612 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	<b>Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation</b>	<b>Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées</b>	<b>Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement</b>
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

**168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?**

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l'arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires

**G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :**

Source : Ministry of Justice of the Republic of Croatia.

**8.Exécution des décisions de justice**

**8.1.Exécution des décisions en matière civile**

**8.1.1.Fonctionnement**

**169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**170. Nombre d'agents d'exécution**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre d'agents d'exécution</b>	99 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires

**171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :**

- des juges
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques
- des huissiers de justice attachés à une institution publique
- autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : They are civil servants employed in court who upon an order of the court directly undertake certain actions in enforcement and insurance procedures for non-pecuniary claims.

**171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Financial agency as specialised public agency undertakes actions in enforcement procedures for pecuniary claims.

**171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :**

	Option
<b>Saisie des biens meubles corporels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des immeubles</b>	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?**

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

**172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?**

- Oui
- Non

Commentaires

**172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :**

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :**

Source : Ministry of Justice of the Republic of Croatia

### 8.1.2.Efficacité des services d'exécution

**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

**180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?**

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non



**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) : .....
- NA

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> NAP

3. Retrait d'une affaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

### H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Ministry of Justice of the Republic of Croatia.

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

#### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

#### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

#### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9.Notaires

### 9.1.Profession de notaire

## 9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	327 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	126 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	201 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Professionnels nommés par l'Etat</b>	327 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	126 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	201 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Fonctionnaires</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) : .....

Commentaires A notary public is authorized to represent clients in uncontested matters before the courts and other public bodies, if these things are directly related to the document he authenticated (i.e. commercial matters).

### **194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l’exercice de leurs fonctions :**

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

### **194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?**

Transaction immobilière

Droit de la famille

Droit des successions

Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Autres

Commentaires

### **194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?**

Dans l’élaboration d’instruments authentiques

Dans l’enregistrement d’instruments authentiques (archives)

Pour d'autres activités (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l’activité des notaires ?**

Oui

Non

Commentaires

### **196. Si oui, quelle est l’autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

### I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia.

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

### 199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[ 2 812 ]

NA

NAP

Commentaires

### 200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

## 201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

## J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1. Statuts des experts judiciaires

## 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : Judicial experts are appointed by the county and commercial courts' presidents who evaluate their skills before appointment. There are lists of judicial experts for each county and commercial court which appointed them and Ministry of Justice of the Republic of Croatia keeps a list of all judicial experts appointed in the Republic of Croatia. Judicial experts are appointed for a period of 4 years after which they can be reappointed. They take an oath before the court presidents who appoint them.

## 202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

**202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?**

Oui, pour combien de temps 4 years

Non

Commentaires

**203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?**

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

**203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?**

	Obligation de formation
<b>Formation initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :**

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

**204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

Oui

Non

Commentaires

**204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?**

Oui

Non

Commentaires

**205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :**

Total	Hommes	Femmes

Nombre d'experts	3 208		
	<input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- Ministry of Justice of the Republic of Croatia

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : The Civil Procedure Act provides that the judge in proceedings will determine the period in which the expert will submit his/her report taking into account that this period cannot be longer than 60 days.

The Criminal Procedure Act and Administrative Disputes Act do not specify the deadline for submitting the experts reports.

## 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
<b>Total (1+2+3+4)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales litigieuses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires administratives</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires pénales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre affaires</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection .....

Commentaires



## 207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Ministry of Justice of the Republic of Croatia

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1. Réformes

**208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:**

1. Programmes de réforme généraux NAP

2. Budget NAP

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) One of the activities is focused on resolution of the "old" unsolved court cases. The activities of the Ministry of Justice will be, in the forthcoming period, specifically targeted at solving the so-called "old" unresolved court cases. This includes the resolution of cases pending before the municipal, county and commercial courts for more than 10 or more than 15 years, and the cases that are pending before the misdemeanour courts for more than 3 years. An analysis of old unsolved cases is under preparation in order to determine why they have not been solved. The presidents of the courts will be asked to draft Action Plans for solving old cases in each court and to submit to the Ministry of Justice on monthly basis information on the resolution of these cases and progress achieved in accordance with their Action Plans. The dynamics of solving old cases will also be monitored through the implementation of enhanced judicial inspection of old cases. At the same time, a database will be established regarding cases initiated for the infringement of the right to trial within a reasonable time.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire In 2019 an Action Plan for the implementation of the National Strategy for the Development of the Victim and Witness Support System in the Republic of Croatia for the period until 2020 was adopted.

4. Conseil supérieur de la magistrature NAP

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. NAP

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération In order to strengthen the generally preventive effects of punishing the occurrence of forms of domestic violence, the National Legislative Framework was amended by the establishment of two working groups, namely the Working Group for Drafting the Law on Amendments to the Criminal Code and the Working Group for Drafting the Law on Protection against Domestic Violence. domestic violence.

Furthermore, in order to align with the *acquis communautaire*, three laws are being amended:

In this regard, amendments to the Criminal Code (Official Gazette 125/11, 144/12, 56/15, 61/15-correction, 101/17 and 118/18) were approached to revise the legal description of the criminal offense domestic violence referred to in Article 179a of the Criminal Code in relation to the qualifying forms of certain criminal offenses when committed against relatives and with a view to establishing a clearer boundary between the qualification of a criminal offense and a violation of the criminal penal policy in relation to domestic violence in the Criminal Code. Other amendments to the Criminal Code of the Republic of Croatia are the result of eliminating the shortcomings and doubts arising from the legal text, which have been observed in the practice of applying the Criminal Code.

Amendments to the Law on Protection against Domestic Violence (Official Gazette, No. 70 / 17- hereinafter referred to as the ZZNO) have been introduced to legally tighten penalties in relation to the forms of domestic violence prescribed by the ZZNO and to revise the current legal solution regarding safeguards.

Amendments to the Criminal Procedure Act (Official Gazette 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14 and 70 / 17) approached primarily to align domestic procedural criminal legislation with the *acquis communautaire*, through Directive (EU) 2016/1919 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2016 on legal assistance for suspects and defendants in criminal proceedings and for wanted persons under European arrest warrant proceedings. Other amendments to the Criminal Procedure Code are the result of eliminating the deficiencies and doubts arising from the legal text pointed out by the practice in order to optimize the rules of criminal procedure.

Amendments to the Law on Juvenile Courts (Official Gazette 84/11, 143/12, 148/13 and 56/15-hereinafter ZSM) were introduced in order to align domestic criminal legislation with the *acquis communautaire*, and this by Directive (EU) 2016/800 of the European Parliament and of the Council of 11 May 2016 on procedural guarantees for children who are suspected or accused in criminal proceedings. Other amendments to the Law on Juvenile Courts are the result of eliminating deficiencies and doubts arising from the legal text, with the aim of optimizing the rules of criminal procedure in relation to young offenders.

Amendments to the Law on the Office for the Suppression of Corruption and Organized Crime have been introduced to improve the efficiency and effectiveness of the Office for the Suppression of Corruption and Organized Crime in the prosecution of serious offenses of corruption and organized crime and to bring it into line with Council Regulation (EU) 2017/1939 of 12. October 2017 on the implementation of enhanced cooperation regarding the establishment of the European Public Prosecutor's Office ("EPPO"). Other amendments are the result of alignment with organizational regulations, namely: the State Attorney's Office (Official Gazette, No.

67/2018) and the Law on the State Attorney's Office (Official Gazette, 67/2018).  
Misdemeanor law (Official Gazette 107/07, 39/13, 157/13, 110/15, 70/17 and 118/18) did not change.

#### 7. Exécution des décisions de justice NAP

#### 8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges NAP

#### 9. Lutte contre la criminalité NAP

##### 9.1 Système pénitentiaire NAP

9.2 La justice adaptée aux enfants Amendments to the Law on Juvenile Courts (Official Gazette 84/11, 143/12, 148/13 and 56/15- hereinafter ZSM) were introduced in order to align domestic criminal legislation with the *acquis communautaire*, and this by Directive (EU) 2016/800 of the European Parliament and of the Council of 11 May 2016 on procedural guarantees for children who are suspected or accused in criminal proceedings. Other amendments to the Law on Juvenile Courts are the result of eliminating deficiencies and doubts arising from the legal text, with the aim of optimizing the rules of criminal procedure in relation to young offenders.

9.3 La violence entre partenaires Amendments to the Criminal Code (Official Gazette 125/11, 144/12, 56/15, 61/15-correction, 101/17 and 118/18) were introduced to revise the legal description of the crime of domestic violence referred to in Article 179.a of the Criminal Code in relation to the qualifying forms of certain criminal offenses when committed against close persons and in order to determine a clearer boundary between the qualification of a criminal offense and a violation of the criminal penal policy in relation to domestic violence in the Criminal Code. Other amendments to the Criminal Code of the Republic of Croatia are the result of eliminating the shortcomings and doubts arising from the legal text, which have been observed in the practice of applying the Criminal Code.

Amendments to the Law on Protection against Domestic Violence (Official Gazette, No. 70 / 17- hereinafter referred to as the ZZNO) have been introduced to legally tighten penalties in relation to the forms of domestic violence prescribed by the ZZNO and to revise the current legal solution regarding safeguards.

11. Autres The Ministry of Justice (Service for Victim and Witness Support) has been included in the system of financing NGO projects from public sources. A call for proposals launched in July 2017 to fund the activities of a partner network of support and assistance organizations for victims and witnesses in counties where victim support and witness support offices were not established and victim support by civil society organizations. The funding is being implemented for the period 2018-2020. years. In January 2019, the Government of the Republic of Croatia adopted an Action Plan for the implementation of the National Strategy for the Development of Victims and Witness Support Systems in the Republic of Croatia for the period up to 2020. The Action Plan stipulates, through the envisaged activities, to ensure the continued operation of the National Call Center for Victims of Crime and Misdemeanors; further establishing victim and witness support departments in all county courts and strengthening the capacity of existing support departments; standardizing the acting of state bodies and institutions in relation to victims and informing victims about rights; setting quality standards for civil society organizations to provide different types of support to victims and witnesses; drawing up a register of civil society organizations providing support and all forms of assistance to victims and witnesses; promotion of international cooperation, etc.

Project implementation:

1. Project VICATIS (Victim-centered approach to improving support services) for which funds from transnational projects have been ensured to promote the rights of victims of crime, ie the Justice Program, Action Grants of the European Commission 2016 - Action grants to support transnational projects to enhance the rights of victims of crime. The Croatian Legal Center was the project coordinator, with partners from Croatia - the Ministry of Justice, Service for Victims and Witness Support and the Office for Human Rights and Rights of National Minorities of the Government of the Republic of Croatia, implemented in three other EU Member States. In Hungary, the partner was Patriarchatust Ellenzok Tarsasaga Jogvedo Egyesulet, in Slovenia the Peace Institute and the Non-violent Communication Society, and in Romania the Fundatia Central de Resurces. The main objectives of the project were to improve the understanding of how relevant regulations, procedures and institutional framework affect victims of crime by conducting research focusing on victims and the victim population, contribute to improving regulations, procedures and institutional framework in order to effectively and consistently apply Directive 2012 / 29 / EU of the European Parliament and of the Council of 25 October 2012 establishing minimum standards for the rights, support and protection of victims of crime and developing tools to better achieve the right of victims to obtain information and refer it to the victim support system.

Project activities included:

- analysis of national victim support systems in the participating countries;
- empirical research by interviewing the population of victims of domestic violence. Research areas included providing information to the victim, referral to relevant parts of the system / support services available, cooperation between institutions in providing information and support, and the experiences and perceptions of victims were explored;
- preparation of national and comparative report on research results;
- Developing and implementing an advocacy plan to improve practice (based on research findings);
- Creating online content and a mobile application for victims - a guide for exercising rights and using support systems;
- development of versions of Internet / mobile application for persons with disabilities;
- developing training modules for relevant groups of experts in the field of victim support (information, referral);
- development of information materials on access to the victim support system for citizens of all countries involved in the project
- the final conference of the project.

The implementation of project activities began in 2017 and ended in 2019.

2. The project "Improving the quality of justice through capacity building of the prison and probation and victim and witness support systems"

Implementation of project activities funded by the Operational Program Effective Human Resources 2014-2020 - TC 11.

Strengthening the institutional capacities of public authorities and stakeholders and effective public administration is underway / Priority axis 4. Good governance.

The project activities are intended for the Victim and Witness Support System, the Prison and Probation System.

Human resources development and enhancement will be implemented at three important levels:

- Improvement of business processes related to the development of an efficient organization and organization of prison system operations and improvement of working conditions when providing health care within the judicial system
- Strengthening of professional competences, in which officials of all three systems will participate, through the implementation of trainings, trainings of trainers, exchange of experiences with other countries and use of e-learning tools
- empowering officers and enhancing their security, which includes training officers for all three systems for licensed supervisors, conducting a supervisory cycle for victims and witness support systems, and conducting a self-defense training course for probation officers.

The estimated duration of the project is 24 months.

3. The ARVID project - Advancing access to rights under Victims' Directive for Persons with Disabilities (Better access for persons with disabilities to the rights guaranteed by the Victims Directive)

The project is funded by the European Union through the Justice Program and will be implemented in Croatia and Slovenia. The coordinator of the project is the Croatian Legal Center and partners are the Ministry of Justice of the Republic of Croatia, the Ombudsman for Persons with Disabilities (HR), the Victims and Witnesses Support Association (HR), the Peace Institute (SI) and the Altra Association (SI). The Ministry of Justice of the Republic of Serbia supported the project.

The purpose of the project is to investigate the level of participation of persons with disabilities as victims and witnesses in criminal proceedings, as well as possible problems limiting their full participation. The research findings will serve to: (a) formulate and advocate for better support services for people with disabilities, including any necessary adjustments; and (b) the development of knowledge and tools that will directly serve persons with disabilities who are victims of crime and the experts and institutions charged with helping them to exercise their rights as guaranteed by the Victims Directive 2012/29 / EU.

The project envisages the following groups of activities:

- Surveys and interviews with persons with disabilities, and with representatives of associations representing them, to identify problems that these persons face in accessing their rights as victims of crime, and to recommend their elimination
- development of information materials for persons with disabilities on how to exercise their rights as victims of crime
- training modules for: (a) official stakeholders of the justice system in charge of individual aspects of the exercise of the rights of persons with disabilities as victims of crime; (b) representatives of umbrella associations of persons with disabilities and other organizations that support persons with disabilities in the exercise of their rights under the Victims Directive. Information modules and materials will be developed for use by ombudsman organizations in Croatia and Slovenia in informing official stakeholders about the rights of persons with disabilities in judicial proceedings.
- dissemination activities, which will include an international conference, meetings with relevant stakeholders in Croatia and Slovenia, development of information materials, and their dissemination in the countries involved and in the EU.

The estimated duration of the project is 18 months and implementation is expected to begin in September 2019.